JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à 'Editogo B. P. 891 — Tél : 37-18 — Lomé Les abonnements et annonces sont payables d'avance La ligne 80 frs Minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	
Prix du Numéro par porteur ou par Poste : Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs Etranger : Port en sus					

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

- 1980
11 févr. — Arrêté n° 15/INT/SG/APA/AA portant création d'un centre d'état-civil et nomination d'un agent d'état-civil dans la circonscription administrative de Mango. 162
- Décisions portant nominations de secrétaires de chefs de canton. 162

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

- 1980
29 janv. — Décision n° 137/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la J.R.P.T. à Lomé. 162
- 30 janv. — Décision n° 149/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'union africaine des postes et télécommunications (UAPT) à Brazzaville. 162
- 4 févr. — Décision n° 168/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au secrétariat général de l'organisation de l'unité africaine (OUA). 163

- 4 févr. — Décision n° 178/MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la pouponnière de Lomé-Tokoin. 163
- 5 févr. — Décision n° 179/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit du ministère de la jeunesse, des sports et de la culture. 163
- 5 févr. — Décision n° 182/MFE/FCS accordant une subvention au centre national de promotion des petites et moyennes entreprises (CNPPME) à Lomé. 163
- 6 févr. — Décision n° 187/MFE/FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit de M. Cassou Philippe à Paris. 163

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE 1980

- 30 janv. — Arrêté n° 180/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale. ... 163
- 31 janv. — Arrêté n° 204/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits. 163
- 5 févr. — Arrêté n° 225/MTFP portant promotion dans le corps du personnel des douanes. 164
- 5 févr. — Arrêté n° 237/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement. 164
- Arrêtés portant admission dans divers corps de la fonction publique, intégrations, titularisations, nomination, détachement, classement, constatation d'absences irrégulières, acceptation de démission, licenciement, admission à la retraite, rectificatifs à de précédents arrêtés portant titularisation, nomination, détachement et rappel à l'activité. 165

MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

- 1980
7 févr. — Décision n° 11/MPDIRA/DGPD/SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme en faveur de l'ENTTB à Lomé. 172
- 7 févr. — Décision n° 12/MPDIRA/DGPD/SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme à l'entreprise togolaise de menuiserie (E.T.M.) à Lomé. 172

7 févr. — Décision n° 13/MPDIRA/DGPD/SFCEP portant autorisation de paiement à l'entreprise ECRAN à Lomé	172
7 février — Décision n° 14/MPDIRA/DGPD/SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme en faveur de G. L. BAROUNA à Lomé.	172

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de titres fonciers	172
--	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Centre d'état-civil

Arrêté n° 15-INT-SG-APA-AA du 11/2/80 — Il est créé dans la circonscription administrative de Mango pour compter du 2 janvier 1980, un centre d'état-civil dénommé centre de Dankour.

Ce centre a son siège à Dankour et groupe les villages de Bougou, Dogbok, Nassiéguou, Boassé et Kpédjak.

M. Kombaté Tchérénam est nommé, pour compter du 2 janvier 1980, agent d'état-civil chargé de ce centre.

L'intéressé percevra en cette qualité une indemnité payable conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 62-89 du 2 juillet 1962 et de l'arrêté n° 49-INT-MFEP du 5 juillet 1963 et imputable au budget général, exercice 1980, chapitre 14, article 6, paragraphe 3.

Le chef de la circonscription administrative de Mango est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Secrétaires de chefs de canton

Décision n° 23-INT-SG-APA du 11/2/80 — M. Yandja Lenga est nommé secrétaire du chef de canton de Pogno (circonscription administrative de Dapaong), en remplacement de M. Kolani Nadoune, décédé.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 72.000 (soixante douze mille) francs.

La dépense est imputable au budget général gestion 1980, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision, a effet pour compter de la date de signature.

Décision n° 24-INT-SG-APA du 11/2/80 — Est et demeure rapportée la décision n° 2-INT-SG-APA-AP du 19 janvier 1978 portant nomination de M. Tchamisoun N'Toyé en qualité de secrétaire du chef de canton de Takpamba (circonscription administrative de Mango).

M. Dramani Soulémana est nommé secrétaire du chef de canton de Takpamba en remplacement de M. Tchamisoun N'Toyé, démissionnaire.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 48.000 (quarante huit mille francs).

La dépense est imputable au budget général gestion 1980, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Autorisations de paiement

Décision n° 137-MFE-FO du 29-1-80 — Est autorisé le paiement de la somme de deux millions deux cent cinquante mille (2.250.000) francs CFA, représentant la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement de la JRPT au titre de la première tranche, gestion 1980.

Cette somme sera mandatée et virée dans le compte n° 50-115 UTB Lomé au nom de la JRPT.

La dépense est imputable sur le chapitre 49, article 2, paragraphe 6, gestion 1980.

Décision n° 149-MFE-FCS du 30-1-80 — Est autorisé le paiement au profit de l'union africaine des postes et télécommunications (UAPT), de la somme de douze millions cent soixante six mille trois cent quatre vingt dix neuf (12.166.399) francs CFA, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1979 pour le fonctionnement dudit organisme.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 10363/63 ouvert auprès de l'union congolaise de banque, agence B à Brazzaville (République Populaire du Congo).

La dépense est imputable sur le chapitre 51, article 3, paragraphes 2 et 1-a budget général, gestion 1979 comme suit :

Rubriques : UAPT	7.000.000
CRADAT	4.000.000
UPU	1.166.399
Total :	12.166.399

Décision n° 168-MFE-FCS du 4/2/80 — Est autorisé le paiement au profit du secrétariat général de l'organisation de l'unité africaine (OUA), de la somme de dix millions cinq cent mille (10.500.000) francs CFA, soit l'équivalent de 500.000 dollars EU représentant la contribution du Togo pour le financement des forces de l'OUA chargées du maintien de la paix au Tchad.

Cette somme sera mandaté et virée au compte bancaire n° 0179 ouvert auprès de la banque commerciale d'Ethiopie — Addis-Abéba (Ethiopie).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2 (rubrique OUA).

Décision n° 179-MFE-FO du 5/2/80 — Un crédit de un million quatre cent quatre vingt dix sept mille six cents (1.497.600) francs CFA, est mis à la disposition du ministère de la jeunesse, des sports et de la culture pour l'organisation de la finale de la coupe Maman N'Danida.

Le montant dudit crédit sera mandaté et payé exceptionnellement par bon de caisse au nom de M. Denkey Ayi, chef du personnel et du budget dudit ministère qui est tenu de fournir dans le délai réglementaire de 30 jours à l'ordonnateur-délégué du budget général du Togo, les pièces justificatives des dépenses effectuées.

La dépense est imputable sur le chapitre 45, article 18 du budget général — gestion 1980.

Décision n° 187-MFE-FO du 6-2-80 — Est autorisé le paiement au profit de M. Cassou Philippe — 57, boulevard de strasbourg 75 010 — Paris, de la somme de quatre millions sept cent mille (4.700.000) francs CFA, pour le règlement de sa facture relative à la réalisation de la Photo officielle du Président de la République.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 26 619 ouvert à l'UTB — Lomé au nom de Philippe Cassou.

La dépense est imputable sur le chapitre 45, article 18 du budget général — gestion 1980.

Subventions

Décision n° 178-MFE-FCS du 4/2/80 — Une subvention d'un montant de quatre millions cinq cent mille (4.500.000) francs CFA, est accordée à la pouponnière de Lomé Tokoin, au titre de l'année 1980.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 30 146, domicilié auprès de l'union togolaise de banque (UTB) à Lomé au nom de ladite pouponnière.

La dépense est imputable sur le chapitre 50, article 7 du budget général, gestion 1980.

Décision n° 182-MFE-FCS du 5/2/80 — Une subvention de cinq millions quatre cent mille (5.400.000) frs est accordé par le gouvernement au centre national de promotion des Petites et moyennes entreprises (CNPPME), représentant le montant de l'abattement de 10 % opéré sur ladite subvention au titre de l'année 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte dépôt trésor n° 133-CNPPME au nom dudit centre à Lomé.

La dépense est imputable au budget général gestion 1979, chapitre 52, article 9.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

Arrêté n° 180/MTFP du 30-1-80 — M. Morouma Tissoga Koudolga, n° mle 009885-F, attaché d'administration de 2e classe 4e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, est promu au grade d'attaché d'administration de 1re classe 1er échelon (indice 1500) pour compter du 1er juillet 1979 (AC. 3 ans 8 mois et 22 jours).

M. Morouma Tissoga est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

- 1-7 -79 — attaché d'administration de 1re classe 2e échelon (AC. 1a 8m 22j)
- 9-10-79 — attaché d'administration de 1re classe 3e échelon (AC néant).

Arrêté n° 204/MTFP du 31-1-80 — Les fonctionnaires ci-après désignés du corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits sont promus aux grades supérieurs dans les conditions suivantes :

AGRICULTURE

Cadre des ingénieurs (Cat. A1)

Au grade d'ingénieur de 1re classe 1er échelon

- 12-12-78 — Meatchi Albada Bizilao, n° mle 009403 M, ingénieur de 2e classe, 4e échelon
- 10-2-79 — Lawson Assion, n° mle 071, ingénieur de 2e classe, 4e échelon.
- 20-8-79 — Ketevi Adodo Pélagnon, n° mle 87, ingénieur de 2e classe 4e échelon.

ELEVAGE

Cadre des ingénieurs (Cat. A2)

Au grade d'ingénieur principal 1er échelon

- 1-1-79 — Tétégan Péekpé Dâté, n° mle 011697-E ingénieur d'élevage de 1re classe 3e échelon.

Arrêté n° 225-MTFP du 5-2-80 — M. Kpando Dagadou Hlonbianou Gbéklou, n° mle 008350-Q, contrôleur de 2e classe, 4e échelon du corps des fonctionnaires des Douanes est promu au grade de contrôleur de 1re classe 1er échelon pour compter du 1er juillet 1979.

Arrêté n° 237/MTFP du 7-2-80 — Les instituteurs-adjoints (catégorie C) de 3e classe, 4e échelon, ci-dessous désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement sont promus au grade d'instituteurs adjoints de 2e classe, 1er échelon à compter des dates suivantes :

1-7-1977 — Toviékou Komi Vinyo n° mle 011800-J

20-9-1977 — Fare Bawa n° mle 006005-X

20-9-1977 — Ocloo Azanlédji Anani n° mle 010213-P

20-9-1977 — Fankeba Tchapo n° mle 006004-N.

Les instituteurs-adjoints (catégorie C) ci-après désignés, du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat d'aptitude pédagogique (C.A.P.), série concours, session de l'année 1977 sont intégrés comme suit dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteurs (catégorie B) à compter du 1er janvier 1978 et restent mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général) :

N° d'ordre sur l'arrêté n° 36/MEN-RS du 3-7-78	Nom et Prénoms	N° Matricule	ANCIENNE SITUATION ADMINISTRATIVE (Catégorie C)				NOUVELLE SITUATION ADMINISTRATIVE (à compter du 1er janvier 1978 au point de vue de la solde) (Catégorie B)			
			N° et dates des arrêtés portant nomination ou intégration dans l'ancien corps d'instituteurs adjoints	N° et dates des arrêtés ou décisions portant dernier avancement	Ancien corps, grade et échelon	Indice	Date d'effet du dernier avancement	Nouveau corps, grade et échelon	Indice	Date d'effet de l'ancienneté pour le prochain avancement dans le nouveau corps
27	Amenouve Ablawa (née Laban)	008589-F	A. n° 743 du 29-10-1974	D. n° 1483 du 5-7-1978	institutrice-adjte de 3è cl. 3è éch.	650	1-1-1978	institutrice de 2è classe 1er échelon	750	1-1-1978
48	Ocloo Azanlédji Anani	010213-P	A. n° 624 du 28-10-1971	—	inst-adjt. de 2è cl. 1er éch.	750	20-9-77	instituteur de 2è classe 1er échelon	750	20-9-77
57	Kpotufe Kokou Benyo	008520-A	A. n° 981-54/IA du 15-11-1954	D. n° 2712 du 14-10-1977	institutrice-adjt. de 1re cl. 3è éch.	1000	1-7-1977	instituteur de 2è classe 4è échelon	1050	1-1-1978
92	Toviékou Komi Vinyo	011800-J	A. n° 008 du 4-1-1971	—	inst-adjt. de 2è cl. 1er éch.	750	1-7-1977	instituteur de 2è classe 1er échelon	750	1-7-1977
101	Banizi Madoubada (ex-Madoubada Moussa)	009271-R	A. n° 46 du 15-1-1974	D. n° 1270 du 27-5-1977	instituteur-adjoint de 3è cl. 3è éch.	650	1-1-1977	instituteur de 2è classe 1er échelon	750	1-1-1978
108	Fankeba Tchapo	006004-N	A. n° 624 du 28-10-1971	—	Inst-adjoint de 2e classe 1er échelon	750	20-9-1977	instituteur de 2è classe 1er échelon	750	20-9-1977
157	Assiah Kouyo Essodonta	002853-F	A. n° 562 du 23-11-1970	D. n° 1483 du 5-7-1978	Inst-adjoint de 3e classe 4e échelon	700	1-1-1978	instituteur de 2è classe 1er échelon	750	1-1-1978
165	Fare Bawa	006005-X	A. n° 619 du 18-10-1971	—	Inst-adjoint de 2e classe 1er échelon	750	20-9-1977	instituteur de 2è classe 1er échelon	750	20-9-1977
169	Gbati Kodjo	006417-B	A. n° 16 du 24-1-1963	D. n° 1270 du 27-5-1977	Inst-adjoint de 2e classe 2e échelon	800	1-1-1977	instituteur de 2è classe 2è échelon	850	1-1-1978
177	Dogomangue Fougoto	005526-G	A. n° 624 du 28-10-1971	A. n° 1094 du 28-11-1979	Inst-adjoint de 2e classe 1er échelon	750	20-9-1977	instituteur de 2è classe 1re échelon	750	20-9-1977

— Est constaté à compter des dates suivantes le passage automatique à l'échelon supérieur de leur grade des instituteurs ci-après désignés :

Au 2^e échelon du grade d'instituteur de 2^e classe
(indice 850)

- 1-7-1979 — Toviekou Komi Vinyo n° mle 011800-J, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon
 20-9-1979 — Ocloo Azanlédji Anani n° mle 010213-P, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon
 20-9-1979 — Fankeba Tchapo, n° mle 006004-N, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon
 20-9-1979 — Fare Bawa, n° mle 006005-X, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon
 20-9-1979 — Dogomangue Foagote, n° mle 005526-G, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon
 1-1-1980 — Mme Amenouve Ablawa née Laban, n° mle 008589-F, institutrice de 2^e clas. 1^{er} éch.
 1-1-1980 — Banizi Madoubada, n° mle 009271-R, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon
 1-1-1980 — Assiah Kouyo Essodonta, n° mle 002853-F, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon

Au 3^e échelon du grade d'instituteur de 2^e classe
(indice 950)

- 1-1-1980 — Gbati Kodjo, n° mle 006417-B, instituteur de 2^e classe 2^e échelon.

Admissions

Arrêté n° 184/MTFP du 30-1-80 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (B.E.P.C.) sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 34, article 6, paragraphe 1 du budget général) :

Kassile Kossi Akandja
 Fioklou Kokou Dzodji Elatchè
 Akah Kossi Anoumou.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 185/MTFP du 30-1-80 — En attendant la parution du statut particulier des comptables mécanographe, M. Ibrahim Abikeigny, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et du brevet d'études professionnelles (spécialité comptable-mécanographe) est nommé dans la catégorie C en qualité de comptable mécanographe de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (indice 600) pour compter de sa date de prise de service et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget autonome de l'ASECNA).

Arrêté n° 186/MTFP du 30-1-80 — En attendant la parution du statut particulier des techniciens de commerce, M. Afolo Kokou Kouzao, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré série G3

(Techniques Commerciales) est nommé dans la catégorie B en qualité de technicien de commerce de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 750 pour compter de sa date de prise de service et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre 30, article 4, paragraphe 1 du budget général, exercice 1979).

Arrêté n° 187/MTFP du 30-1-80 — M. Atsoo Komla Agbéko, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, du diplôme de conseiller de jeunesse et d'animation et du diplôme de conseiller principal de jeunesse et d'animation, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur d'éducation physique et sportive de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 34 article 5, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 188-MTFP du 30-1-80 — Les candidats ci-après désignés, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs d'éducation physique et sportive de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 34, article 5, paragraphe 1 du budget général) :

Ameganvi Koffi Sodjinamawu, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme de conseiller de jeunesse et d'animation.

Deh Komi Banzi, titulaire de la capacité en droit (pénal) et du diplôme de conseiller de jeunesse et d'animation.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 189-MTFP du 30-1-80 — M. Houenassou Tobénu Benni Milon, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et de master of science in economics (spécialité : économie et planification) de l'université de l'amitié des peuples Patrice Lumumba de l'union des République socialistes soviétiques (URSS), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre du plan du développement industriel et de la réforme administrative (chapitre 32, article 4, paragraphe 1 du budget général).

Arrêté n° 190-MTFP du 30-1-80 — En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs du commerce M. Lawson-Helu Latévi Kpégla, titulaire de la licence ès sciences financières et commerciales et du certificat de spécialisation de la section distribution de l'école supérieure de commerce de l'université d'Alger est nommé dans la catégorie A1 en qualité de technicien supérieur de commerce de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (indice 1300) pour compter de sa date de prise de service et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (chapitre 30, article 6 du budget général, exercice 1979).

Arrêté n° 203/MTFP du 31-1-80 — Il est mis fin aux fonctions de M. Gnandi Koffi en qualité de dactylographe permanent 3è catégorie échelle A.

M. Gnandi Koffi, n° mle 036834 C, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) est nommé dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur adjoint de 3è classe 1er échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 205/MTFP du 1-2-80 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré et du certificat d'aptitude aux fonctions de maître d'éducation physique et sportive (CAMEPS session de juin 1979) sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de maîtres d'éducation physique et sportive de 3è classe 1er échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture chapitre 34, article 5 du budget général exercice 1979) :

Abalo Fantché Koutchoro	Kabia Akouèté Kpatcha
Abaloutou Esso	Kabia Akouèté Toyi
Agbodjan Prince S.E. Dometo	Katanga Koffi Essohouna
Ahianor Kokou	Kpeto de Saba Comlanvi
Akakpoua Kodjovi Hodanou	Kpotogbey Sassou Koffi
Domingo Moudachirou	Lawson Hogban M. Amédéo
Gadigbe Yovo — Kokou	Mawussi Koffi Sédjro Adja
Gandi Idrissou Mohamed	Tronou Kodjovi Dosseh.
Guede Komigan	

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 206-MTFP du 1-2-80 — M. Agbodjan Lassey, titulaire de la licence en droit de l'université du droit et de la santé de Lille et qui a subi avec succès un stage d'inspecteur-élève de l'école nationale des douanes de Neuilly (France) est admis dans le corps des fonctionnaires des douanes en qualité d'inspecteur de 2è classe 2è échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 10 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 207/MTFP du 1-2-80 — M. Nabede Komlan Tchèzoudèma, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (serie D), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2è classe 1er échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 208/MTFP du 1-2-80 — En attendant la parution du statut particulier des techniciens supérieurs d'agrométéologie, M. Lawson Body Latévi Adondjégoun, titulaire du diplôme de technicien supérieur en agrométéologie du centre régional de formation et d'application en agrométéologie et hydrologie opérationnelle de Niamey (République du Niger) est nommé dans la catégorie A2 en qualité de technicien supérieur d'agrométéologie de 2è classe 1er échelon stagiaire (indice 1100) pour compter de la date de sa prise de service, et mis à la disposition du ministre du commerce et des transports (budget autonome de l'ASECNA).

Arrêté n° 210/MTFP du 4-2-80 — M. Assogba Koffi, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3è classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 212/MTFP du 5-2-80 — M. Adam Moukaïla, titulaire du brevet de technicien deuxième partie (spécialité : géologie) de l'école centrale pour l'industrie, le commerce et l'administration (ECICA) de Bamako (République du Mali) est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'adjoint-technique 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre des mines, de l'énergie, des ressources hydrauliques et des travaux publics (chapitre 38, article 4, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 213/MTFP du 5-2-80 — MM. Kekeh Akouéti Tinéy et Ahligo Kokouvi Edem, admis au concours de recrutement des gardiens de la paix, sont nommés dans le corps des fonctionnaires de la police en qualité de gardiens de la paix 1er échelon stagiaires (catégorie D-indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'intérieur (chapitre 14, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1er mars 1979.

Arrêté n° 214/MTFP du 5-2-80 — M. Aziagba Douhadji Amewoto, admis au concours de recrutement des gardiens de la paix, est nommé dans le corps des fonctionnaires de la police en qualité de gardien de la paix 1er échelon stagiaire (catégorie D-indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'intérieur (chapitre 14, article 7 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er mars 1979.

Arrêté n° 215/MTFP du 5-2-80 — MM. Amouzou Folly Assiongbonvi et Dossavi Yaovi Amah, respectivement titulaires de la Licence d'enseignement (sections lettres modernes et anglais) de l'école des lettres de l'université du Bénin, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs de 3è classe 1er échelon stagiaires (catégorie A1-indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 20, paragraphe 12 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 216/MTFP du 5-2-80 — Mlle Svinger Abra Mawunya, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré et admise à l'examen de sortie de l'école normale des institutrices de jardins d'enfants de Kpalimé, est nommée dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice de 2è classe 1er échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 218/MTFP du 5-2-80 — Les moniteurs permanents ci-après désignés, admis au concours de monitorat (session de 1977), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D-indice 270) pour compter du 1^{er} janvier 1978 et restent mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Woedeme Dotse Kodzo Amenugbévo, moniteur permanent de 3^e catégorie échelle D

Panasso Toi Porozabati, moniteur permanent de 3^e catégorie échelle A

Awumey Akossiwa née Kotor, monitrice permanente de 2^e catégorie échelle B.

Kounou Yawo Anani, moniteur permanent de 2^e catégorie échelle A.

Les agents dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à leur nouvelle situation, conserveront à titre personnel, le bénéfice de leur salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal ils atteignent des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 219/MTFP du 5-2-80 — M. Agbokou-Agbla Yao-gan Wobubé, n° mle 101634 C, moniteur permanent 4^e catégorie échelle A, titulaire du brevet d'études du Premier cycle, second degré est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C-indice 550) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet au point de vue de l'ancienneté pour compter du 1^{er} juin 1979 et au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 220/MTFP du 5/2/80 — Mlle Kini Meny Eyavi, titulaire du teacher's certificate « A » est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 221/MTFP du 5/2/80 — Mlle Dakitse Afua Massah Djigbodi, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'institutrice adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 222/MTFP du 5/2/80 — M. Lene Matieyendou, titulaire de la licence d'enseignement (section lettres modernes) et du certificat d'études supérieures de

maîtrise (C1) de l'école des lettres de l'Université du Bénin, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 20, paragraphe 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 223/MTFP du 5/2/80 — Les candidats ci-après désignés titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré ou admis à l'examen probatoire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général) :

Aholou Yawo	Tchamegni Amouzouvi
Koudoukpe Kossi	Sogbo Kokou Amétéfé
Kadegbe Kodjoakou	Sohô Hotounou
Kondo Tchédre Kpandja	Kouassi Toho Mitognawo
Kousse Koffi Amaglo	Kinao Pouli
Gnongbo Tchoro Agbamgba	Lawson-Helu Anoko Dométo
Djobo	Agboagbo Améouho.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 224/MTFP du 5/2/80 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général) :

Aledji Zato	Kpatcha Wyao Aklisso-Pata-
Dorcis Akpaglo Amévigan	kimwe
Afangbom Kodjo Fia	Komlan Novignon
Moustapha Sikirou	Wletou Yao Djokaye
Kato Edoh	Koussa Dissirama Bawélina
Menabe Agnana	Akpodo Agbéssinou.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 232/MTFP du 6/2/80 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et du diplôme de l'école nationale d'agriculture de Tove, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieurs-adjoints d'agriculture de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'aménagement rural (chapitre 36, article 7 du budget général) :

Ekpetchou Koffi Koukpalèdou
Tchamdja Toï Mèwèbiyo Kagnanyo.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 233/MTFP du 6/2/80 — M. Amega Komi Dzinyéfa, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 234/MTFP du 6/2/80 — Est rapportée la décision 1834/MFP du 17-10-1974 portant classement.

— M. Attikpoe Komla Sika, électricien permanent 5e catégorie échelle D, titulaire du « diploma of associate membership in electrical engineering », du « normal technical college » de Koforidua (Ghana), équivalant au certificat d'aptitude professionnelle spécialité électricité, qui a réuni plus de cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est admis dans le cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles au grade de contremaître-adjoint 1er échelon (catégorie C — indice 550).

— M. Attikpoe Komla Sika, contremaître-adjoint 1er échelon (catégorie C indice 550), titulaire du certificat de formation en installation et entretien des appareils électriques des hôpitaux obtenu en Grande Bretagne et du certificat de technicien pour l'entretien et la réparation du matériel médical délivré par le centre de formation du personnel des services de santé de Lomé (organisation mondiale de la santé), est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'adjoint technique électricien 1er échelon (catégorie B — indice 750) à compter du 1er novembre 1978.

Arrêté n° 236/MTFP du 6/2/80 — Les candidats ci-après désignés sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique :

Chapitre 26, article 20, paragraphe 1

Mensah Ahéba Maïta : licence d'enseignement (section : allemand) de l'université du Bénin.

Chapitre 26, article 20, paragraphe 7

Ketoglo Anani Yendukua : licence d'enseignement (section : philosophie et sciences sociales appliquées) de l'université du Bénin

Chapitre 26, article 20, paragraphe 17

Magbenga Komlan Takana : licence d'enseignement (section : lettres modernes) de l'université du Bénin.

Chapitre 26, article 22, paragraphe 2

Addo-Boniku Yao : licence ès lettres de l'université de Cape Coast.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 238/MTFP du 7/2/80 — M. Agba Tiba, titulaire de la Licence d'enseignement section allemand) de l'université de la Sarre (République Allemande) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 20, paragraphe 19 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 239/MTFP du 7/2/80 — Mlle Baeta Esigan Akpé, titulaire de la licence et du diplôme de maîtrise en droit (option : carrières administratives) de l'école supérieure d'administration et des carrières juridiques de l'université du Bénin, est admise dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mise à la disposition de la Présidence de la République (chapitre 6, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 240/MTFP du 7-2-80 — M. Bruce Ahlonko Koffi, n° mle 004222-Q, qui a suivi avec succès le cycle de perfectionnement des aides-dessinateurs de l'école nationale d'administration de la République du Niger est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'agent de maîtrise, classé au grade de dessinateur-projecteur-adjoint 1er échelon (catégorie C — indice 550 à compter du 2 avril 1969 et mis à la disposition du ministre des travaux publics et des mines.

La situation de M. Bruce est régularisée comme suit, au point de vue des avancements :

- 2-4-69 : dessinateur-projecteur-adjoint 1er échelon
- 2-4-71 : dessinateur-projecteur-adjoint 2e échelon
- 2-4-73 : dessinateur-projecteur-adjoint 3e échelon
- 2-4-75 : dessinateur-projecteur-adjoint 4e échelon
- 2-4-77 : dessinateur-projecteur 1er échelon
- 2-4-79 : dessinateur-projecteur 2e échelon.

M. Bruce Ahlonko Koffi, dessinateur-projecteur 2e échelon, qui a subi avec succès un stage de formation professionnelle au secrétariat des missions d'urbanisme

et d'habitat (SMUH) à Paris (France) est élevé au 3e échelon de son grade à compter du 2 avril 1979.

Le présent arrêté qui annule toutes dispositions antérieures contraires aura effet au point de vue de la solde à compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 241/MTFP du 7-2-80 — M. Lao Deguensaga, n° mle 008668-N, qui a suivi avec succès le cycle de perfectionnement des secrétaires de bureau à l'école nationale d'administration de la République du Niger à Niamey, est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale au grade d'adjoint administratif de 2e classe 1er échelon (catégorie C, — indice 550) à compter du 20 février 1970.

La situation de M. Lao est régularisée comme suit, au point de vue des avancements :

- 20-2-70 : adjoint administratif de 2e classe 1er échelon
- 20-2-72 : adjoint administratif de 2e classe 2e échelon
- 20-2-74 : adjoint administratif de 2e classe 3e échelon
- 20-2-76 : adjoint administratif de 2e classe 4e échelon
- 20-2-78 : adjoint administratif de 1re classe 1er échelon.

M. Lao Doguensaga, adjoint administratif de 1er classe 1er échelon est mis à la disposition de la Présidence de la République pour servir à la direction des postes et télécommunications (chapitre 18, article 5 du budget général).

Le présent arrêté qui annule toutes dispositions antérieures contraires aura effet au point de vue de la solde à compter de la date de sa signature.

Intégrations

Arrêté n° 182/MTFP du 30-1-80 — En attendant la parution du statut particulier des conseillers sportifs, M. Hounsinou Tassimé n° mle 007028-W, maître d'éducation physique et sportive de 3e classe 4e échelon (catégorie B — indice 1050) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du diplôme de conseiller sportif, spécialité athlétisme, à la fin de deux ans de stage de formation professionnelle à l'institut national du sport et de l'éducation physique de Paris (France), est intégré dans la catégorie A2 en qualité de conseiller sportif de 3e classe 1er échelon (indice 1100) à compter du 30 juin 1977 et reste mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 34, article 5, paragraphe 1 du budget général).

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 30 juin 1976, date du dernier avancement dans le corps de provenance.

M. Hounsinou Tassimé, conseiller sportif de 3e classe 1er échelon, est élevé au 2e échelon de son grade (catégorie A2 — indice 1200) à compter du 30 juin 1978.

Arrêté n° 229/MTFP du 6-2-80 — MM. Salifou Adam (n° mle 021249 B) et Alessou Komla (n° 014255 Z), moniteurs de 2e classe 1er échelon (catégorie D —

indice 430) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (C.E.A.P.), série concours, session de l'année 1977, sont intégrés dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1er janvier 1978 et restent mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général exercice 1979).

MM. Salifou Adam et Alessou Komla sont élevés au 2e échelon du grade d'instituteur-adjoint de 3e classe (catégorie C — indice 600) à compter du 1er janvier 1980.

Arrêté n° 230/MTFP du 6-2-80 — M. Afan Somanan n° mle 014233 K), instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750), du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence es sciences naturelles de l'université du Bénin (Togo), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) pour compter du 1er juillet 1979 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général).

Arrêté n° 231/MTFP du 6-2-80 — M. Domingo Moutiou n° mle 104830-Q instituteur-adjoint de 3e cl. 1er éch. stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est intégré, dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) pour compter du 1er août 1979 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 242/MTFP du 7-2-80 — Les instituteurs-adjoints de 3e classe 1er échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) ci-après désignés titulaires du baccalauréat de l'enseignement du second degré, sont intégrés dans la hiérarchie supérieure au grade d'instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) pour compter du 1er août 1979 et restent mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général).

- Edoh Agbéwanou, n° mle 015648-AM — Galley
- Komla Nyédji n° mle 101.069-YM
- Abassa Kossi, n° mle 100.037-XM
- Ati Atcha Essowavana Sébabé n° mle 017077-PM.

Arrêté n° 243/MTFP du 7-2-80 — M. Agouda Tchalaré n° mle 104660-, instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25 paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er août 1979 au point de vue de l'ancienneté et au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 244/MTFP du 7-2-80 — M. Tokoro Adignon, n° mle 011855-Z, instituteur adjoint de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie C — indice 550), du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré (série D session de juillet 1979), est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) à compter du 1er août 1979 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 21 du budget général.)

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde, pour compter de la date de signature.

Titularisations

Arrêté n° 228/MTFP du 6-2-80 — M. Ketoh Komlanvi Mensah n° mle 007643-v, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admis à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique CAP série ENI session de 1976, est titularisé dans son emploi pour compter du 1er janvier 1977 et conserve une ancienneté de 3 mois.

L'intéressé est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 1er octobre 1978 (AC épuisée).

Arrêté n° 245/MTFP du 7-2-80 — Mlle Wake Amina n° mle 100994-U, attaché d'administration de 2^e classe 1er échelon stagiaire du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son emploi pour compter du 7 décembre 1978 (A.C. : 1 an).

L'intéressée est élevée au 2^e échelon de son grade pour compter du 7 décembre 1979 (A.C. : néant).

Nomination

Arrêté n° 191/MTFP/DGTMOSS du 30-1-80 — M. Koffi Amavi, administrateur civil, inspecteur du travail et des lois sociales, précédemment affecté à la direction

générale du travail est nommé chef de la division main-d'œuvre, emploi et formation professionnelle à la direction générale du travail, de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale.

Le traitement et l'indemnité de fonction (liste B du décret n° 68-137 du 3 juillet 1968) de M. Koffi Amavi sont imputables au chapitre 18, article 5, paragraphe 1.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Détachement

Arrêté n° 194/MTFP du 30-1-80 — M. Eklun-Nateh Akuété (Damien) administrateur civil de 1re classe 3e échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, n° mle 005761-K, est placé dans la position de détachement auprès de la société Togolaise d'études et de développement (SOTED).

Durant la période du détachement les émoluments de M. Eklun-Nateh ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de la SOTED.

L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 16 janvier 1980.

Classement

Décision n° 192-MTFP du 22/1/80 — M. Agossou Comlan Messan (n° mle 033938 U), employé de bureau permanent 5e catégorie échelle D en service à la direction des finances, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré série D, session de septembre 1979, est classé à la hors catégorie des agents permanents et conserve son affectation actuelle (chapitre 8 article 8 du budget général — exercice 1979).

La présente décision aura effet au point de vue de l'ancienneté à compter du 1er novembre 1979 et au point de vue du salaire pour compter de la date de sa signature.

Absences irrégulières

Décision n° 160-MTFP du 21/1/80 — Est constatée pour compter du 1er novembre 1979, l'absence irrégulière de son poste de M. Lawson-Lartégo Boèvi, administrateur civil 2^e échelon, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service au ministère des Affaires étrangères et de la coopération.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement (chapitre 12, article 2, paragraphe 2 du budget général).

Décision n° 259-MTFP du 5/2/80 — Est constatée pour une période de vingt-deux jours l'absence irrégulière de son poste de M. Dalouba Takassi, adjoint administratif de 2e classe 1er échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service au centre hospitalier régional de Sokodé.

Durant cette période l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Démission

Décision n° 200-MTFP du 23/1/80 — Est acceptée pour compter des dates suivantes la démission de leur poste offerte par les agents ci-après désignés, du corps des fonctionnaires de la police, relevant du ministère de l'Intérieur (chapitre 14, article 7 du budget général).
1-11-79 — Djafalo Essoham, gardien de la paix 1er échelon en service au commissariat central de police de la ville de Lomé.

22-10-79 — Tokofai Komlan, gardien de la paix 2e échelon en service à la direction des renseignements généraux de la sûreté nationale.

Licenciement

Décision n° 198-MTFP du 22/1/80 — M. Possian Edoh, assistant de production de 2e classe 1er échelon stagiaire, du personnel de la radiodiffusion, en service au cinéma et des actualités audiovisuelles, est licencié de son emploi pour abandon de poste répété (chapitre 28, article 9 du budget général).

La présente décision a effet pour compter du 17 septembre 1979.

Retraite

Arrêté n° 202-MTFP du 30/1/80 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Kangni Ekué, adjoint administratif l'arrêté n° 1144/MTFP du 14 décembre 1979 portant admission à la retraite.

M. Kangni Ekué, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle, n° mle 077446-Q, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à l'établissement général des services des forces armées togolaises à Lomé, ayant atteint la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 15 février 1980.

Arrêté n° 235-MTFP du 6/2/80 — Mme Koumotoo Bintou, infirmière d'Etat principale 3e échelon, du corps du personnel médical et technique de la santé publique, en service au centre médico-social de Zongo, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite, en application des dispositions de l'article 4 (nouveau) 4° alinéa de l'ordonnance n° 68-12 du 1er avril 1968.

Le présent arrêté a effet pour compter du 6 février 1980.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 5 février 1980 à l'arrêté n° 169-MTFP du 19 février 1979 portant titularisations.

Les fonctionnaires stagiaires ci-après désignés du cadre interministériel du personnel de l'administration générale qui ont accompli l'année réglementaire de stage sont titularisés dans leur emploi pour compter des dates suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Après :

1.10.76 — Babalima M'Bakahel

Au lieu de :

1.10.76 — Kariyari Sambirou

Lire :

1.10.76 — Mme Sedji Sambirou née Kariyari n° mle 015767-Z

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 5 février 1980 à l'arrêté n° 1084 MTFP du 26 novembre 1979 portant nomination.

Au lieu de :

M. Akibode Koffi Ayéchoro titulaire de la licence et de la maîtrise de géographie de l'université de Paris VIII-Vincennes (France) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 20, paragraphe 20 du budget général).

Lire :

M. Akibode Koffi Ayéchoro, titulaire de la licence et de la maîtrise de géographie de l'université de Paris VIII-Vincennes (France) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3e classe 2e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 20, paragraphe 20 du budget général).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 17-1-80 à l'arrêté n° 1111/MTFP du 3 décembre 1979 portant détachement.

Au lieu de :

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er juillet 1979.

Lire :

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er février 1980.

RECTIFICATIF du 29 janvier 1980 à l'arrêté n° 1160-MT-FP du 17 décembre 1979 portant rappel à l'activité.

Au lieu de :

M. Gore Maléka, gardien de la paix 1er échelon exclu temporairement de ses fonctions pour une durée de quatre (4) mois suivant arrêté n° 601-MTFP du 7 juillet 1979, est rappelé à l'activité pour compter du 24 novembre 1979 (chapitre 14, article 7 du budget général)

Lire :

M. Gore Maléka gardien de la paix 3e échelon exclu temporairement de ses fonctions pour une durée de quatre (4) mois suivant arrêté n° 601-MTFP du 7 juillet 1979, est rappelé à l'activité pour compter du 24 novembre 1979, (chapitre 14, article 7 du budget général).

**MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT
INDUSTRIEL ET DE LA REFORME
ADMINISTRATIVE**

Autorisations de paiement

Décision n° 11/MPDIRA/DGPD/SFCEP du 7-2-80 — Est autorisé le paiement en faveur de l'ENTTB à son compte ouvert à la BALTEX Lomé sous le n° 1381 de la somme de : vingt deux millions trois cent cinquante deux mille vingt (22.352.020) frs. CFA pour divers travaux effectués à la résidence présidentielle à Elavagnon (Est-Mono) .

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1979, Titre III, chapitre 7 article 5, paragraphe 3, rubrique a (Cf n° 980 du 10-1-80).

Décision n° 12/MPDIRA/DGPD/SFCEP du 7-2-80 — Est autorisé le paiement au profit de l'entreprise togolaise de menuiserie (E.T.M.) à Lomé à son compte ouvert à la BTD sous le n° 402.30.144 de la somme de: dix millions deux cent quarante mille vingt cinq (10.240.025) francs CFA pour divers travaux effectués à la résidence présidentielle à Elavagnon (Est-Mono).

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1979, titre III, chapitre 7, article 5, paragraphe 3, rubrique a (cf n° 9-80 du 10/1/80).

Décision n° 13-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 7/2/80 — Est autorisé le paiement en faveur de l'entreprise ECRAN à son compte ouvert à la BTCI à Lomé sous le n° 14.845-31 de la somme de : dix sept millions cent soixante onze mille quatre cent cinquante (17.171.450) francs CFA pour divers travaux effectués à la résidence présidentielle à Elavagnon (Est-Mono).

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1979, titre III, chapitre 7, article 5, paragraphe 3, rubrique a (Cf n° 9-80 du 10 janvier 1980).

Décision n° 14-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 7/2/80 — Est autorisé le paiement en faveur de G.L. Barsoua à son compte ouvert à la BTCI Lomé sous le n° 020.412.14 de la somme de : trente sept millions trois cent quatre vingt quatorze mille huit cent dix (37 394 810) frcs. CFA pour divers travaux effectués à la résidence présidentielle à Elavagnon (Est-Mono).

La dépense est imputable sur le budget d'investissement et d'équipement 1979, titre III, chapitre 7, article 5, paragraphe 3, rubrique a (cf n° 9/80 du 10 janvier 1980).

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de titres fonciers

Conformément à l'article 99 du décret du 24 Juillet 1906 sur le régime de la propriété foncière, avis est donné au public de la perte des titres fonciers n°s 864 et 888 du territoire du Togo appartenant au sieur DOH Albert demeurant à Lomé.

(Pour première insertion)

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 599 T.T. au nom de M. da Silveira Sabino Agbeko (décédé).

(Pour 1re insertion)

Avis est donné au public, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, de la perte de la copie du Titre Foncier N° 6.391 de la République Togolaise, Volume XXXIII, F° 51, appartenant au sieur Pascal Cyril Simpson.

Pour première insertion